

**Point de presse de la porte-parole -
Sénégal/Développement/Plan
Sénégal émergent - Mali/Assassinats
de civils - Nations unies/Election de
la France à la Commission des
Nations unies pour le droit
commercial international - Syrie
(Paris, 18 décembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivantes :

1 - Sénégal - Développement - Plan Sénégal émergent (Paris, 17 décembre 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé le 17 décembre à l'ouverture de la conférence du groupe consultatif pour le financement de la phase 2 du "plan Sénégal émergent" (PSE), présidée par le président de la République du Sénégal, M. Macky Sall.

Ce plan doit permettre au Sénégal d'atteindre l'émergence d'ici 2035, grâce à une accélération de la croissance, à une transformation structurelle de l'économie, à une amélioration du capital humain et des conditions de vie des populations et grâce au renforcement de la sécurité, de la stabilité et de l'Etat de droit.

La France est fortement engagée auprès du Sénégal dans la réalisation de ce plan, notamment en faveur du renforcement du capital humain, via la mise en place du Campus franco-sénégalais, ainsi que grâce à l'action de l'Agence française de développement (AFD). Celle-ci compte 63 projets en cours d'exécution, dans les secteurs de l'agriculture, de l'accès à l'eau et à l'électricité, de la promotion de l'éducation et de la santé.

2 - Mali - Assassinats de civils (17 décembre 2018)

La France condamne les crimes et exactions commis contre les populations civiles ces dernières semaines dans le centre et le nord du Mali. Les récents événements survenus dans la région de Ménaka, les 11 et 12 décembre, en constituent une nouvelle illustration tragique.

Nous sommes déterminés à poursuivre notre appui aux efforts du gouvernement du Mali pour restaurer la sécurité sur l'ensemble de son territoire. Il importe que ces actes fassent l'objet d'enquêtes rapides et que leurs auteurs soient poursuivis et sanctionnés.

3 - Nations unies - Election de la France à la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI - 17 décembre 2018)

La France a été élue pour un mandat de 6 ans à la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI), au titre du groupe occidental, lors du scrutin qui s'est déroulé à New York le 17 décembre 2018.

La CNUDCI est l'organe principal, créé par l'Assemblée générale des Nations unies, qui est chargé de l'harmonisation progressive et de l'unification du droit commercial international.

Acteur important du commerce international, la France contribue aux travaux de la CNUDCI. Elle met à la disposition de cette organisation une importante expertise juridique et prend part à l'ensemble de ses travaux, en déléguant des experts à chacune des sessions des six groupes de travail de la Commission.

La France est à l'origine des travaux actuellement engagés par la CNUDCI en matière d'identité numérique et de services de confiance.

Elle est très impliquée dans les travaux portant sur le commerce électronique et l'arbitrage entre investisseurs et Etats.

La France est déterminée à ce que les travaux entrepris par la CNUDCI permettent d'assurer la conciliation des grandes traditions juridiques, afin de dégager des solutions susceptibles d'être acceptées par tous.

La France juge essentiel de préserver le pluralisme juridique et la diversité linguistique qui constituent une caractéristique essentielle de la Commission.

4 - Syrie

Q - Quelle réaction peut avoir la France à deux déclarations (turque et américaine) qui pointent un changement à l'égard de Bachar al-Assad?

1) Le ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, qui déclare que la Turquie pourrait envisager une coopération avec Bachar al-Assad en cas de victoire de celui-ci à des élections démocratiques et transparentes;

2) Le représentant spécial de la diplomatie américaine pour la Syrie, James Jeffrey, qui a assuré hier que la politique des Etats-Unis en Syrie ne visait pas à se "débarrasser" du président Bachar al-Assad.

R - Comme l'a rappelé le président de la République à Bruxelles le 14 décembre dernier, la lutte contre Daech demeure la priorité absolue de la France en Syrie.

Le seul moyen de ramener la paix en Syrie, la stabilité dans la région et d'éradiquer durablement le terrorisme est d'atteindre une solution politique crédible et durable, conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies.

La France est pleinement mobilisée pour faire émerger cette solution politique au conflit, notamment par le dialogue avec les principaux acteurs régionaux et internationaux, en particulier ceux du Small Group et du groupe d'Astana. Elle rappelle la nécessité qu'un comité constitutionnel crédible et équilibré puisse être mis en place par les Nations unies avant la fin de l'année, conformément aux engagements pris lors du Sommet d'Istanbul le 27 octobre dernier.

La mise en place du comité constitutionnel doit permettre de relancer un processus politique crédible et inclusif, qui conduise à l'organisation d'élections libres et impartiales, sous supervision des Nations unies. L'ensemble des Syriens, y compris les réfugiés et les déplacés internes, doivent pouvoir choisir leurs propres dirigeants dans un environnement neutre garanti par des mesures de confiance.

Comme l'a indiqué à plusieurs reprises M. Jean-Yves Le Drian, il n'est pas réaliste d'envisager le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad dans une Syrie réconciliée./.